



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'environnement**

Affaire suivie par : D.D
Téléphone : 04 67 61 61 61
Méi : pref-collectivites-locales@herault.gouv.fr

Montpellier, le 1^{er} avril 2022

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE N°2022-04-DRCL-184

portant sur la mise à jour au bénéfice des droits acquis d'une installation de stockage de déchets inertes, au profit de ENTREPRISE LOPEZ, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, sur la commune de La TOUR-SUR-ORB (34260)

Le préfet de l'Hérault

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 513-1 ; R. 513-1 ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n°2007-I-2143 du 11 octobre 2007 et n°2013-I-963 du 24 mai 2013, réglementant l'installation ;
- VU** les décrets n° 2014-285 du 3 mars 2014, n°2014-1501 du 12 décembre 2014, n°2018-458 du 6 juin 2018 et n°2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à l'installation et notamment l'arrêté du 15/02/16 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux du régime de l'autorisation relevant de la rubrique n° 2760, l'arrêté du 12/12/14 relatif aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 ;
- VU** le repositionnement des activités sous la rubrique 2760 modifiée et la révision à la baisse de la capacité théorique d'enfouissement des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, définis en amont et lors de l'inspection du 17 mars 2022 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire présenté à l'exploitant le 17/03/2022 ;
- VU** l'avis du 26/03/2022 de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'établissement bénéficie des droits acquis suite à la parution des décrets susvisés conformément à l'article R. 513-1, et que la capacité théorique révisée se doit d'être actée ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance sont réunies ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de l'Hérault ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT

ENTREPRISE LOPEZ, dont le siège social est situé 44 avenue du four à chaux, 34 260 LA TOUR-SUR-ORB (SIRET : 47868665200015), est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées lieu-dit Croynes, 34 260 TOUR-SUR-ORB, et détaillées au chapitre 1.2. du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.2. DURÉE, LIMITES ET PÉREMPTION

La durée d'exploitation, hors réaménagement, est de 30 ans à compter du 11/10/2007.

Les types de déchets inertes admissibles sur site sont les déchets inertes énumérés à la liste des déchets de l'annexe II de l'article R. 541-8.

Les types de déchets non dangereux admissibles sur site sont les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante tels que définis par l'arrêté du 15/02/16 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux du régime de l'autorisation relevant de la rubrique n° 2760.

Les déchets proviennent de la région Occitanie en priorité et des régions limitrophes.

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et capacité de l'installation
2760-2b	A	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a	Stockage en casier dédié de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité : Capacité totale : 19 960 m ³ soit 24 950 tonnes (d=1,25) Quantité maximale admissible : 3000 t/an ;
2760-3	E	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 3. Installation de stockage de déchets inertes	Stockage de déchets inertes (hors amiante lié) : Capacité totale 330 000 m ³ Quantité maximale admissible : 15 000 t/an

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Commune	Parcelles	Lieu-dit
La Tour-sur-Orb	Section AW parcelles 31, 39 à 45 et 48 à 52	Croynes

Les parcelles AW 48 à 52 sont concernées par l'enfouissement des déchets d'amiante lié dont la superficie maximale des casiers dédiés est de 17 000 m² (côté finale maximale 138 mNGF / hauteur de déchets de 36 m).

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AUX DOSSIERS

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés depuis leurs créations.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables au bénéfice des droits acquis.

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions techniques des arrêtés n°2007-I-2143 du 11 octobre 2007 et n°2013-I-963 du 24 mai 2013 sont abrogées.

ARTICLE 1.5.2. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES

S'appliquent aux installations au bénéfice des droits acquis (installations existantes) les prescriptions générales des arrêtés ministériels :

- du 15/02/16 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux du régime de l'autorisation relevant de la rubrique n° 2760,
- du 12/12/14 relatif aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760.

ARTICLE 1.5.3. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES

Conformément aux articles L.516-1 et R.516-1 du code de l'environnement :

- le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale,
- l'exploitation du stockage de déchets non dangereux d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité est soumise à l'obligation de constitution de garanties financières.

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 2.1. MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de LA TOUR-SUR-ORB et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.


L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 2.2. EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de LA TOUR-SUR-ORB, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à l'exploitant.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Thierry LAURENT

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr